



ANNEXE 1

**Procès-verbal du  
Conseil Communautaire du 04 Mars 2016  
*1<sup>ère</sup> Séance***

**Ordre du jour**

- 1) APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL DU 28 décembre 2015**
- 2) COMPTE RENDU DES DERNIERES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU EN VERTU DES ATTRIBUTIONS DELEGUEES PAR LE CONSEIL**
- 3) AUTORISATION DONNEE A LA PRESIDENTE D'ENGAGER LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT**
- 4) AUTORISATION DONNEE A LA PRESIDENTE POUR SIGNER LA CONVENTION ACADEMIQUE MULTI PARTENARIALE POUR L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE.**
- 5) ABROGATION DE LA DELIBERATION COM2015-11-06/82 DU 28 NOVEMBRE 2015 RELATIVE A L'APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIONS POUR L'AMELIORATION DE LA COLLECTE SELECTIVE DES EMBALLAGES MENAGERS RECYCLABLES**
- 6) ADHESION AU POLE DE COMPETITIVITE SYNERGILE**
- 7) AVIS SUR LE PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX (PPDND).**
- 8) APPROBATION DE DEMANDE DE TRANSFERT DE COMPETENCE DU PORT DE PORT-LOUIS AU DEPARTEMENT**
- 9) PARTICIPATION DE LA CANGT A LA 24 EME EDITION DE « LA FETE DU CRABE »**
- 10) DETERMINATION DU LIEU DE LA PROCHAINE SEANCE**

Liste des membres du Conseil Communautaire  
Séance du  
**Vendredi 04 mars 2016**

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)**

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, FRANCFORT Philipson, Mme JASMIN Victoire, Mme GUILLAUME Stella, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LAUG Caroll, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia.

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Cinq (5)**

M. ATAM-KASSIGADOU Moïse à Mme RAMPATH Sheila  
M. LOMBION Jean-Claude à M. FRANCFORT Philipson  
MANICOM Grégory à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle  
M. ROUX Harry à Mme OUJAGIR Nadia

**CONSEILERS EXCUSES : Deux (2)**

M. MORNAL Blaise, M. HILL Joseph

**CONSEILLERS ABSENTS : Six (6)**

Mme ALPHONSE TANCONS Louisiane, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz, M. SIOUMANDAN Rénalt

***Procès-verbal du Conseil communautaire***  
Séance du vendredi 04 mars 2016

L'an deux mille quinze, le vendredi 04 mars à 19h40, les membres du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) se sont réunis, à la salle des délibérations de la mairie de Port-Louis, sur convocation en date du 18 février courant, qui leur a été adressée par Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Présidente de la CANGT.

Il a été dressé une feuille de présence qui sera annexée au procès-verbal. **Mme la Présidente** demande à un fonctionnaire de la CANGT de procéder à l'appel. Le Conseil communautaire a pu valablement délibérer puisque le quorum a été atteint.

**La Présidente** propose à l'assemblée que **M. ARTHEIN Victor** soit désigné secrétaire de séance. Le Conseil communautaire accepte cette proposition à l'unanimité des présents.

## **PREMIER POINT**

### **Approbation du compte rendu de la séance du Conseil Communautaire qui s'est tenue le 28 décembre 2015**

Le Procès-verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 28 décembre 2015 était joint à la convocation. **La Présidente** interroge l'assemblée afin de s'enquérir des remarques et observations liées au projet de PV.

Le conseil ne formule aucune remarque ni observation.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité des votants d'approuver le procès-verbal du conseil communautaire du 28 décembre 2015.***

## **DEUXIEME POINT**

### **Compte rendu des décisions prises par le bureau communautaire**

**La Présidente** expose que par délibération n° COM 2014-04-02 /18 du 28 avril 2014, le conseil communautaire a délégué certaines de ses attributions au Bureau communautaire.

En application de l'article L. 5211-10 du CGCT, la Présidente doit rendre compte à l'organe délibérant, des décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de ladite délégation, qui ont été prises par le bureau.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, a pris acte des décisions prises par le bureau communautaire le 28 décembre 2015 par délégation d'attributions du Conseil communautaire.***

## **TROISIEME POINT**

### **Engagement de la procédure d'élaboration du Programme Local de l'Habitat**

**La Présidente** demande à Mme **OUJAGIR Nadia** 10<sup>ème</sup> Vice-président en charge de la **commission Politique de l'habitat** d'expliquer ce point.

Elle explique que la compétence « *équilibre social de l'habitat* » est une compétence obligatoire des communautés d'agglomération.

Cette compétence comprend plusieurs volets, dont le Programme Local de l'Habitat (PLH). Véritable outil de programmation et de prospective, le PLH permettra une véritable articulation des politiques d'aménagement urbain et d'habitat sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre.

Ce document identifie les besoins en logement, et fixe des objectifs communs de développement en matière d'habitat et indique les moyens pour y répondre.

Ce PLH s'inscrit dans un contexte particulier, il sera le premier PLH élaboré sur le territoire des cinq communes membres, leur permettant, notamment, d'assumer leur obligation en volume de logements sociaux, en cohérence avec le projet de territoire.

L'étude du PLH sera réalisée conformément aux prescriptions législatives et réglementaires en plusieurs phases :

- Un diagnostic analysant la situation existante et les évolutions en cours des perspectives démographique et socioéconomique ;
- Un énoncé des objectifs et des principes de la politique à mettre en œuvre pour répondre aux orientations ;

- Un programme d'actions définissant les actions et les moyens financiers et fonciers ;
- Un dispositif de suivi des actions mises en œuvre.

Dans ce cadre un comité de pilotage sera constitué. Il s'agit d'une instance de réflexion stratégique, qui aura pour mission de superviser l'élaboration du PLH et de valider chaque étape/phase ;

Ce comité de pilotage, outre le représentant de l'Etat, pourrait être constitué :

- Des élus de la CANGT ;
- La Présidente et les membres de la commission « Politique de l'habitat, affaires foncières » de la CANGT ;
- Le Président et les membres de la commission aménagement ;
- Un représentant du Conseil Régional ;
- Un représentant du Conseil Départemental ;
- Les services de l'Etat (DEAL) ;
- La CAF de la Guadeloupe ;
- L'Association Régionale des Maîtres d'ouvrages sociaux ;
- Les représentants du syndicat national des aménageurs-lotisseurs ;
- Les représentants des agences immobilières.

Le comité de Pilotage pourra être assisté par un comité technique, qui regroupera :

- Le ou les Bureau(x) d'étude(s) sélectionnée(s) ;
- Responsable habitat de la CANGT ;
- Directeurs des services technique et des services de l'urbanisme des communes membres ;
- Des experts ou personnalités qualifiées sur des thèmes précis ;
- Des représentants des établissements financiers ;
- Des représentants des chambres consulaires (commerces, artisanal, agriculture) ;
- Des représentants des CCAS ;
- Des représentants des associations d'usagers.

La réalisation de ce programme est estimée à un montant de 100 000,00 € TTC.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité des votants d'approuver le lancement de la procédure d'élaboration du Programme Local de l'Habitat sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, d'approuver l'association des personnes morales intéressées à l'élaboration du PLH et d'autoriser la Présidente à signer tous les actes permettant l'élaboration effective de ce programme.***

## **QUATRIEME POINT**

### **Autorisation donnée à la Présidente pour signer la convention académique multipartenariale pour l'Education au Développement Durable.**

**La Présidente demande à M. Porlon Vice-président en charge de la commission environnement et développement durable** et de donner des précisions sur ce point.

Il indique que la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'Ecole de la République a introduit l'éducation à l'environnement et au développement durable dans le code de l'éducation.

L'Académie de Guadeloupe a fédéré de 2011 à 2015 les acteurs de l'EDD pour donner corps et sens à cette ambition dans le cadre d'une convention multipartenariale.

Une nouvelle convention-cadre multipartenariale (DEAL, DAC, DRRT, DAAF, Région, Département, Parc National, INRA, CAUE, ONF, BRGM) va être signée pour la période 2016-2020.

La CANGT joue un rôle majeur pour le développement durable de la Guadeloupe, à travers ses compétences Environnement, Développement économique et bien-être des citoyens (habitat, politique de la ville, aménagement de l'espace et transport). Le partenariat de la CANGT avec la communauté éducative peut se traduire par:

- Un soutien pédagogique par la visite commentée de sites emblématiques de la CANGT en matière de développement durable (déchèterie, STEP, Boucle du Nord Grande-Terre,...)
- Un soutien matériel et financier à la stratégie d'éducation des établissements présents sur notre territoire (projet d'établissement, démarche Eco Ecole,...) : prise en charge des frais de transport des classes vers les sites emblématiques, mise à disposition de poubelles pour le tri des emballages, etc.

**M. Dartron** souligne que s'agissant des déplacements des écoles reviennent aux communes. Il faut laisser le soin aux établissements d'organiser leurs déplacements. Il faut rectifier la phrase en précisant « écoles et non établissement scolaires »

*Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité des votants d'approuver notre participation à cette démarche d'Education au Développement Durable portée par l'Académie de la Guadeloupe, d'autoriser la Présidente à signer la convention-cadre académique multipartenariale relative à l'Education au Développement Durable, d'allouer un budget de 10 000 € pour l'accompagnement de la stratégie d'éducation des écoles présents sur le territoire de la CANGT et d'imputer la dépense au budget principal.*

## **CINQUIEME POINT**

### **Abrogation de la délibération COM2015-11-06/82 du 28 novembre 2015 relative à l'approbation du plan de financement relatif à la mise en œuvre du plan d'actions pour l'amélioration de la collecte sélective des emballages ménagers recyclables.**

**La Présidente** demande à **Mme CAROUPANAPOULLE** directrice du « service environnement » d'expliquer ce point.

Elle précise que le conseil communautaire a validé le 28 octobre 2015, le plan de financement relatif au projet de relance de la collecte sélective des emballages ménagers porté par la CANGT, dans le cadre de l'appel à projet national de l'éco-organisme Eco-emballages selon la répartition suivante : 81,2% Eco Emballages, 18,2% CANGT.

Fort de nos objectifs en matière de performance de tri participant aux objectifs nationaux, il est proposé de solliciter une aide de l'ADEME pour mener à bien le projet et donc d'abroger la délibération COM2015-11-06/82.

Un partenaire nouveau qui est l'ADEME participe à l'action. C'est pourquoi il faut abroger cette délibération.

*Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité des votants d'abroger la délibération COM2015-11-06/82 du 28 novembre 2015*

## **SIXIEME POINT**

### **Adhésion au pôle de compétitivité Synergile.**

**La Présidente** demande à **M. Porlon et Mme Caroupanapouille** d'expliquer ce point. Ils rappellent que le pôle de compétitivité Synergile est une association loi 1901 dont l'objet est de contribuer à faire de la Guadeloupe un pôle d'excellence national, voire européen, de recherche, conception et mise en œuvre de technologie dans les domaines de l'énergie et les matériaux adaptés au milieu insulaire tropical.

Composé d'institutions (dont la région Guadeloupe), de centres de recherche et d'entreprises, le pôle a pour mission favoriser le développement économique durable dans ces domaines par des actions d'appui à l'innovation, la formation, l'émergence et l'accompagnement des projets innovants publics ou privés.

Synergile constitue une opportunité pour la CANGT de remplir son rôle de catalyseur d'initiatives privées ou publiques rentrant dans les domaines de l'Energie et des matériaux.

L'accompagnement de Synergile peut se traduire par:

- l'accompagnement de la CANGT et des communes membres lors de l'élaboration de documents stratégiques et de planification comme le Plan Climat Air Energie Territoire et les Plans Locaux de l'Urbanisme,
- le conseil à la CANGT sur les projets privés dans le domaine de l'Energie
- le Conseil et l'accompagnement des entreprises pour structurer leur offre en matière d'innovation dans les domaines de l'Energie et les matériaux

Quadran fait partie du pôle de compétitivité par exemple.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité des votants d'approuver l'adhésion au pôle de compétitivité Synergile, d'inscrire la cotisation annuelle qui s'élève d'un montant de 1100 € HT au budget et d'autoriser la Présidente à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.***

## **SEPTEME POINT**

### **Avis sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND).**

**La Présidente** demande à **M. Porlon Pierre vice-président en charge de la Commission Environnement** d'amorcer ce point. Il explique que la CANGT doit formuler un avis sur le projet de plan et le rapport d'évaluation environnementale. Le PPGDND, élaboré à l'initiative du Conseil Départemental, relève depuis la loi Notre du 7 août 2015 de la Région.

Le Plan doit coordonner et programmer les actions entreprises ou à engager par les pouvoirs publics ou les organismes privés en matière de prévention et de gestion des déchets non dangereux à horizon 6 et 12 ans, pour atteindre les objectifs européens et nationaux de recyclage et de prévention. Après approbation du Plan, toutes les décisions prises dans le domaine des déchets doivent être compatibles avec ce Plan. Il laisse ensuite la place à **M. FREDERIC technicien du Département** le soin de faire une présentation du Plan de prévention et de gestion des déchets Non dangereux à l'assemblée.

Le PPGDND doit être compatible avec :

- le plan National de Prévention des Déchets 2014-2020 qui prévoit la réduction de 7% des déchets ménagers entre 2010 et 2020
- la Loi Transition Energétique pour la Croissance Verte promulguée le 7 août 2015 qui fixe l'objectif de -10% des déchets ménagers assimilés et des déchets d'activités économiques, la

réduction de 30% des déchets papiers de l'Etat et des Collectivités et la généralisation de la tarification incitative

Un état des lieux à l'échelle de la Guadeloupe réalisé en 2013 montre que, bien que l'objectif de réduction des ordures ménagères de 7% entre 2009 et 2014 ait été atteint, reste que les objectifs de valorisation des emballages, de valorisation matière et organique et des déchets d'activité économique ne l'ont pas été. Fort de ce diagnostic, les préconisations du plan pour répondre aux exigences réglementaires sus mentionnées sont les suivantes :

#### Actions de prévention

- Accompagner le déploiement des Programmes Locaux de Prévention
- Prévenir la Production des Déchets Ménagers et Assimilés (de 586kg/hab en 2013 à 536kg/hab en 2022)
- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Accompagner le développement des recycleries
- Réduire les encombrants (de 114kg/hab en 2013 à 85kg/hab en 2022)
- Prévenir la production de biodéchets
- Sensibiliser les professionnels à la réduction de la production de déchets d'activité économique

#### Action/équipement de recyclage

- Densifier la collecte sélective des emballages ménagers et du verre en apport volontaire ou en porte-à-porte dans les secteurs urbains pertinents pour atteindre 36kg/hab en 2022 (10kg/hab en 2013)
- Créer 20 déchèteries supplémentaires d'ici 2028, dont une à Morne-à-l'Eau et une dans le secteur nord Grande-Terre (Anse-Bertrand, Port Louis, Petit-Canal)
- Développer l'éco-exemplarité des collectivités et des professionnels
- 

#### Equipements de transfert des déchets

- 5 quais de transfert dont celui de la CANGT à Morne-à-l'Eau pour rationaliser le transport des déchets et massifier les flux vers les équipements de valorisation et de traitement

#### Equipements de valorisation des déchets

- Projet de méthanisation et de compostage porté par Grenier Paysan pour les sous-produits organiques des exploitants agricoles et des entreprises sur le territoire de la CANGT
- L'équipement départemental de plateforme multifilières en 2022
- 

#### Equipement de stockage

L'installation de stockage de la Gabarre ayant une autorisation d'exploiter jusqu'en mai 2017, une période provisoire de mai 2017 à 2022 doit être mise en place pour le stockage des déchets produits par les membres du SYVADE. 3 possibilités :

- Création d'un casier permettant d'accueillir tous les déchets produits par les membres
- Création d'un casier pour accueillir les ordures ménagères des membres, les encombrants et refus de tri des membres du SYVADE étant transférés sur l'installation de stockage de Sainte-Rose. Dans ce cas, la construction du quai de transfert de la CANGT s'avère urgente
- Aucun nouveau casier à la Gabarre et tous les déchets de la Guadeloupe devront être transférés à Sainte-Rose. Dans ce cas, afin de rationaliser le transport de déchets vers Sainte-Rose, la construction des quais de transfert s'avère urgente. Par ailleurs, cette possibilité semble inacceptable pour les acteurs des déchets en terme d'impact économique et environnemental, qualité des riverains du nord Basse-Terre.

S'agissant de la CANGT, la solution 1 semble la solution la plus appropriée pour une gestion optimisée des déchets. La solution 2 peut être envisagée à la seule condition que le quai de transfert de la CANGT soit construit en 2017.

**M. Porlon** propose à l'assemblée d'émettre un avis favorable sur le plan pour une gestion optimisée des déchets en fonction de deux éléments :

- la réalisation d'une plateforme multi filière
- la mise en place des casiers en conséquence pour faire la transition entre 2017 et 2022

**La Présidente** souligne que lors de la présentation de Mr FREDERIC, elle retient que la construction du quai de transfert devra être construite. Elle rappelle que la construction devait être réalisée sur un autre site sur la commune de Morne-A-L'Eau. Elle s'interroge sur l'étude faite par le Département.

**M. Dona -Erie et M. Bernard** s'interroge sur le transfert des déchets par voie maritime au départ du Port de Port-Louis.

**M. Porlon** rappelle que l'ancien plan départemental proposait la construction d'un quai de transfert à Morne-a-l'Eau.

**M. Francfort** rappelle que les difficultés rencontrées avec les riverains ont contraint la CANGT de revoir la construction du quai de transfert ailleurs que sur la parcelle choisie ; il convient de trouver un autre terrain

**M. Bardail** s'interroge sur le financement du quai de transfert.

**M. Porlon** indique que la construction d'un quai de transfert est de la compétence du Syvade cependant, aujourd'hui, l'état des finances du Syvade ne le permet pas.

**La Présidente** se demande si la CANGT doit remplacer le Syvade.

**M. Bardail** estime que la CANGT ne peut se substituer au Syvade. On ne peut s'engager dans le financement de la construction de ce quai de transfert.

**M. Francois-julien** indique que l'important c'est de donner un avis sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND).

**Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité des présents de :**

- ***donner un avis favorable sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux en préconisant la mise en œuvre effective de la plateforme multifilières en 2022. Sur la période 2017-2022, la CANGT souhaite que le projet du SYVADE de création de casier pouvant accueillir l'ensemble des déchets de ses membres se réalise.***
- ***donner un avis favorable sur le rapport d'évaluation environnementale sur le projet de plan susmentionné.***

20H07 départ Mme ARMOUGON Betty. Elle donne procuration à Mme GUILLAUME stella  
20h09 départ Mme LAUG Caroll



## **HUITIEME POINT**

### **Approbation de demande de transfert de compétence du port de Port-Louis au Département**

**La Présidente** explique que le port départemental de Port-Louis est un équipement exceptionnel qui offre des opportunités de développement d'activités (pêche, plaisance, passagers...) au bénéfice de la ville de Port-Louis et plus largement de l'ensemble du territoire communautaire.

Par l'effet de l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), il est désormais possible pour le Conseil Départemental de transférer aux communes ou groupements de collectivités territoriales qui le sollicitent la compétence en matière de propriété, d'aménagement, d'entretien et gestion des ports se trouvant dans leur ressort géographique.

Considérant que conformément à ses statuts la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre exerce la compétence en matière de création, aménagement, entretien, gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, **portuaires** ou aéroportuaires elle est de fait habilitée à exercer ces compétences en lieu et place de ses communes membres.

Pour ce faire, par application de l'article 22 de la loi NOTRe, il est nécessaire de solliciter avant le 31 mars 2016 l'approbation du Conseil Départemental de la Guadeloupe pour obtenir le transfert de la compétence du Port de la commune de Port-Louis.

**M. Bernard** rappelle que le port est à vocation multifonctions, plaisance et quai des voyages.

**M. Francois- julien** précise que la loi Notre, précise qu'en développement économique, les zones portuaires sont d'intérêt communautaire. Si la demande n'est pas faite avant le 31 mars, la compétence reste à la Région. il est demandé un transfert de compétence.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité des votants d'autoriser la Présidente à demander au Conseil départemental de la Guadeloupe la compétence relative à la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion du port de Port-Louis et d'autoriser la Présidente à signer tous les documents y afférents.***

## **NEUVIEME POINT**

### **Participation de la CANGT à la 24<sup>ème</sup> édition de « la fête du crabe »**

**La Présidente** explique aux élus communautaires que la question qui était placée à l'ordre du jour du bureau sera soumis au présent conseil compte tenu que son objet relève de ses attributions. Ainsi elle propose aux élus qui l'acceptent à l'unanimité.

**La Présidente** indique l'Association pour la Protection et le Développement du Crabe et des Autres Ressources de la Mangrove dite « APRODECAM » participe à l'organisation de la 24<sup>ème</sup> édition de « la fête du crabe » qui se déroulera sur la commune de Morne-à-L'Eau au mois de mars 2016 et dont le thème sera « Krab é pwa péyi ».

La CANGT est sollicitée pour une subvention d'un montant de 20 000,00 €.

La Présidente rappelle qu'il faut déterminer les manifestations des communes à subventionner. Les communes doivent faire le choix d'une manifestation phare par année.

**M Delta** précise que la commission économique a débuté cette réflexion afin de faire des propositions sur les critères à retenir pour l'obtention de subvention qui reste dans le cadre de l'esprit communautaire. Il propose de faire état des propositions.

**M. Dartron** souligne que l'important c'est avoir le retour sur l'investissement: un compte rendu de l'utilisation de la somme investie.

**M. Bardail** indique que la CANGT peut subventionner une manifestation intercommunale annuelle dans chaque commune qui devinedrait

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité des votants d'allouer une subvention d'un montant de 10 000,00 € (dix mille euros) à l'Association pour la Protection et le Développement du Crabe et des Autres Ressources de la Mangrove pour l'organisation de la 24ème édition de la fête du crabe et d'imputer la dépense au budget principal***

## **DIXIEME POINT**

### **Détermination du lieu de la prochaine séance**

**La Présidente** rappelle que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil, dans l'une des communes membres.

Elle propose que la prochaine séance du conseil communautaire se tienne dans la commune de Port-Louis

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité, de fixer le lieu de la prochaine séance à la mairie d'Anse-Bertrand.***

### ***Questions diverses***

**M.Toumson** invite les membres du conseil à participer à la marche du 11 mars 2016 à Beautiran dans le cadre de la Boucle du NGT. Il souligne que les institutions, les partenaires financiers et associations sont invités à participer à cette rencontre dans le but de mieux visualiser et ainsi financer le projet.

La Présidente remercie l'assemblée et lève la séance, il est 21h25.

Le secrétaire de séance

La Présidente

Victor ARTHEIN

Gabrielle LOUIS-CARABIN